

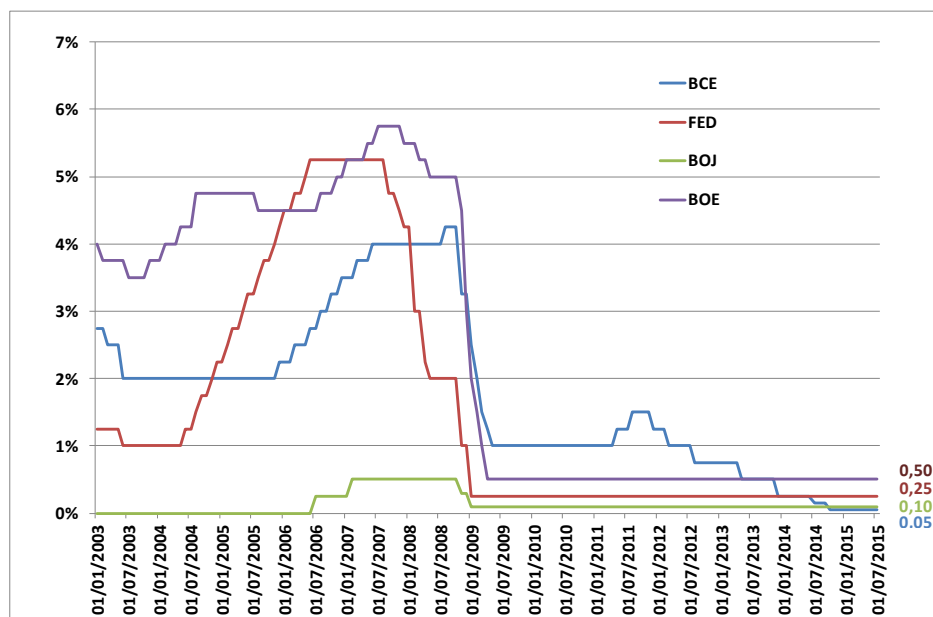
## 1 - Actualité nationale et internationale

### Compléter l'Union économique et monétaire européenne - Rapport des cinq présidents

Les cinq présidents - le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, avec le président du sommet de la zone euro, Donald Tusk, le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, le président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, et le président du Parlement européen, Martin Schulz - ont dévoilé le 22 juin des propositions ambitieuses pour approfondir l'Union économique et monétaire (UEM) à partir du 1er juillet 2015 et la parachever en 2025 au plus tard. Afin que leur vision de l'avenir de l'UEM devienne réalité, ils proposent des mesures concrètes à mettre en œuvre en trois phases : certaines des actions envisagées, telles que l'introduction d'un système européen de garantie des dépôts, seront mises en place rapidement au cours des prochaines années et seront suivies plus tard par d'autres mesures, telles que la création d'un futur Trésor de la zone euro, qui iront plus loin en matière de partage de souveraineté entre les États membres ayant adopté l'euro. Ces mesures s'inscrivent dans la vision des cinq présidents selon laquelle il convient de passer d'un système de règles à un système fondé sur les institutions afin de garantir que l'UEM repose sur une architecture transparente et robuste. Compléter l'UEM n'est pas une fin en soi; c'est un moyen de créer les conditions d'une vie meilleure et plus équitable pour tous les citoyens, de préparer l'Union aux futurs défis mondiaux et de permettre à chacun de ses États membres de prospérer.

<https://www.ecb.europa.eu/pub/pdf/other/5presidentsreport.fr.pdf?0203d02869a8be6a448b7282adc16370>

Taux directeur des principales banques centrales



## Chômage

### France : stabilité du nombre de chômeurs de catégorie A

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établit à 3 553 500 en France métropolitaine fin juin 2015. Ce nombre est stable par rapport à la fin mai 2015 (+0,0 %, soit +1 300). Sur un an, il croît de 4,7 %.

### Europe : Le taux de chômage stable en ZE19 comme dans l'UE28

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,1 % en juin 2015, stable par rapport à mai 2015 et en baisse par rapport au taux de 11,6% du mois de juin 2014. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,6 % en juin 2015, également stable par rapport à mai 2015 mais en baisse par rapport au taux de 10,2 % de juin 2014. Eurostat estime qu'en juin 2015, 23,296 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 17,756 millions dans la zone euro. Par rapport à mai 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 32 000 dans l'UE28 et a augmenté de 31 000 dans la zone euro. Comparé à juin 2014, le chômage a baissé de 1,448 million de personnes dans l'UE28 et de 811 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en juin 2015 ont été enregistrés en Allemagne (4,7 %) ainsi qu'en République tchèque, et les plus élevés en Grèce (25,6 % en avril 2015) et en Espagne (22,5 %).

## Inflation

### Inflation stable dans la zone euro en juillet

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,2 % en juillet 2015, stable par rapport au mois de juin, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, les services devraient connaître le taux annuel le plus élevé en juillet (1,2 %, contre 1,1 % en juin), suivis de l'alimentation, alcool et tabac (0,9 %, contre 1,1 % en juin), des biens industriels non énergétiques (0,5 %, contre 0,3 % en juin) et de l'énergie (- 5,6 %, contre -5,1 % en juin).

### France : l'IPC en baisse

L'indice des prix à la consommation (IPC) baisse de 0,4 % en juillet 2015 après -0,1 % en juin. Corrigé des variations saisonnières, il est stable sur le mois et demeure en légère hausse sur un an (+0,2 % après +0,3 % en juin).

## Banque de France

### Rapport sur l'évaluation des risques du système financier français

Le rapport sur l'évaluation des risques et des vulnérabilités du système financier français rassemble les analyses des équipes de la Banque de France et de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution. Il est piloté et coordonné par la direction de la Stabilité financière de la Banque de France. Réalisé deux fois par an, il sera dorénavant publié en juin et décembre de chaque année. Cet exercice est réalisé dans le cadre de la mission de stabilité financière confiée à la Banque de France par la loi n° 2013/672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires, en coordination avec le Haut Conseil de Stabilité Financière (HCSF).

<https://www.banque-france.fr/publications/evaluation-des-risques-du-systeme-financier-francais.html>

## Chine

### Pour le FMI le yuan n'est pas sous-évalué

Selon le FMI, la monnaie chinoise n'est pas « sous-évaluée » et, après la baisse d'environ 3 % de la devise chinoise la semaine dernière, une nouvelle dévaluation du yuan renminbi n'est pas à exclure. Son taux de change réel s'est apprécié de 14 % les douze derniers mois précédant sa dévaluation et de 30 % en cinq ans. Ainsi la banque Barclays estime la surévaluation de la monnaie chinoise entre 5 % et 10 %.

## Actualité législative

Ordonnance n° 2015-859 du 15 juillet 2015 relative aux missions, aux règles de fonctionnement et aux pouvoirs de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution et de l'Autorité des marchés financiers dans certaines collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030890233&fastPos=1&fastReqId=1629987270&categorieLien=id&oldAction=rechTexte>

Arrêté du 23 juillet 2015 relatif aux taux mentionnés dans le règlement du Comité de la réglementation bancaire n° 86-13 du 14 mai 1986 relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit

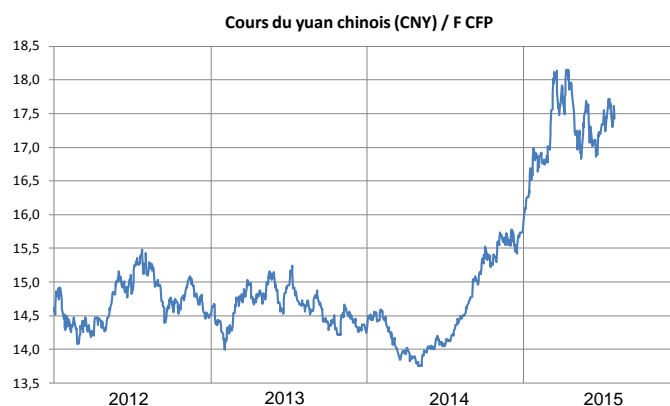
[http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?jsessionid=32FE00AB2917DEF533422C95D48B5B5F.tpdila07v\\_3?cidTexte=JORFTEXT000030943657&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000030943130](http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?jsessionid=32FE00AB2917DEF533422C95D48B5B5F.tpdila07v_3?cidTexte=JORFTEXT000030943657&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000030943130)

## 2 – Actualité régionale

### Chine : forte dévaluation du yuan

Entre le 11 et le 13 août, la banque centrale chinoise (PBOC) a procédé à plusieurs baisses successives du taux de référence du yuan par rapport au dollar, atteignant globalement -5 %. Après un léger réajustement à la hausse par la suite, le taux de référence s'établit le 17 août à 6,3969 yuans pour un dollar.

Les derniers chiffres du commerce extérieur montrent une forte baisse des exportations chinoises en juillet (-8,3% sur un an, contre +2,8 % en juin).

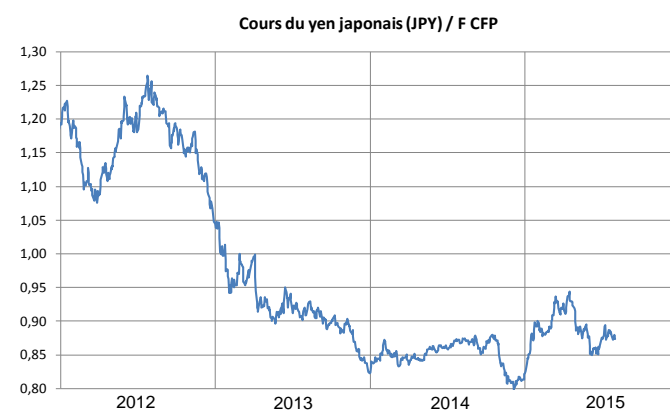


### Japon : recul du PIB au deuxième trimestre

Le 17 août 2015, le gouvernement japonais a annoncé une contraction du PIB de 1,6 % au deuxième trimestre 2015 en glissement annuel, et de 0,4 % en rythme trimestriel.

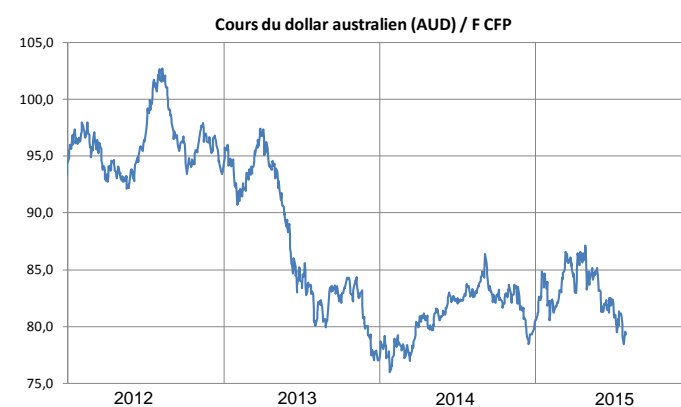
Par rapport au premier trimestre 2015, les dépenses de consommation des ménages, qui représentent 60 % du PIB japonais, ont reculé de 0,8 %. Les exportations ont chuté de 4,4 %, en particulier vers l'Asie et les Etats-Unis.

Le 15 juillet 2015, la banque centrale du Japon (BoJ) avait légèrement abaissé ses prévisions de croissance du PIB (+1,7 % contre +2 %) et d'inflation (+0,7 % contre +0,8 %) pour la période d'avril 2015 à mars 2016.



### Australie : maintien d'une politique monétaire accommodante

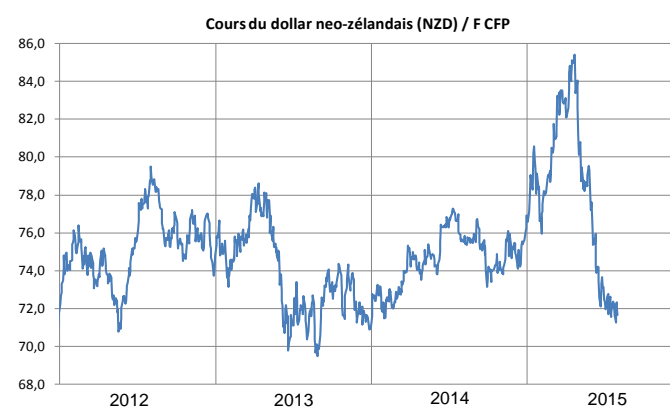
Lors de sa réunion du 3 août, la Banque centrale d'Australie (RBA) a maintenu son principal taux directeur à 2,0 %, un niveau historiquement bas. Cette politique monétaire accommodante vise à soutenir l'emprunt et la consommation.



### Nouvelle-Zélande : baisse du taux directeur

Lors de sa réunion du 23 juillet 2015, la banque centrale néo-zélandaise (RBNZ) a annoncé une nouvelle baisse de son taux directeur de 25 points de base, ainsi ramené à 3,0 %.

Au deuxième trimestre, le taux de chômage néo-zélandais progresse pour le troisième trimestre consécutif, passant de 5,8 % à 5,9 %.



## 3 – Brèves économiques locales

---

### Fiscalité : lancement des travaux sur la Taxe générale à la consommation

Le 5<sup>e</sup> comité de suivi de l'agenda économique, social et fiscal partagé du 17 juillet 2015 était consacré au projet de Taxe générale à la consommation (TGC). L'introduction de cet impôt indirect, construit sur le modèle de la TVA métropolitaine, est prévue d'ici la fin 2015. Son rendement annuel est estimé à 57 milliards de F CFP et abondera au budget de la Nouvelle-Calédonie en lieu et place d'un ensemble d'autres impôts, dont la Taxe générale à l'importation (TGI) et la Taxe de solidarité sur les services (TSS). Selon le gouvernement, « [l]a première étape des travaux (...) consiste à dresser un état des lieux exhaustif de la fiscalité actuelle avant d'aboutir à un constat partagé de la situation, ainsi qu'à une définition commune des objectifs de la réforme. ».

### Microcrédit : l'AFD refinance l'ADIE à hauteur de 4 millions d'euros

L'Agence Française de Développement vient d'accorder une nouvelle ligne de financement de 4 millions d'euros à l'Association pour le Droit à l'Initiative Économique (ADIE). Ce prêt vise à refinancer des microcrédits de plus de 6 000 euros dans les départements et collectivités d'Outre-mer.

### Démographie : mise en ligne des résultats détaillés du recensement 2014

Depuis mi-juillet 2015, l'ISEE met progressivement en ligne les premiers résultats détaillés du recensement 2014. Les données publiées concernent notamment la pyramide des âges, le niveau d'étude, les communautés d'appartenance et le type d'habitat des 268 767 habitants recensés en Nouvelle-Calédonie.

### Nickel : rejet de la demande d'exportation de minerai vers la Chine

Le Comité du Commerce Extérieur Minier (CCEM) s'est réuni le 30 juillet 2015 au Haut-commissariat de la République afin d'examiner la demande, formulée par le syndicat de contracteurs miniers ContraKmine, d'exporter du minerai de nickel vers la Chine. Les rouleurs, entrepreneurs indépendants chargés du transport du minerai du site d'extraction jusqu'au site d'embarquement, souhaitent ainsi sécuriser leur volume d'activité. Présidents de provinces et du Gouvernement (4 sièges sur les 7 que compte le CCEM) ont refusé cette demande, au nom du maintien des relations avec les clients historiques japonais et australiens. Cette décision a provoqué une mobilisation de la profession de roulage depuis le 5 août, devant les institutions à Port Moselle. Les rouleurs ont refusé le protocole d'accord proposé par le Gouvernement le 15 août, du fait du maintien de l'interdiction, et demandent l'entrée des principales sociétés minières dans la négociation.

### Gestion des déchets : accord signé suite au blocage du site de stockage de Gadji

Les coutumiers ont maintenu tout au long du mois de juillet 2015 leur opposition au stockage des cendres de combustion de la centrale thermique de Prony Energies sur le site de stockage des déchets de Gadji. La centrale électrique de Prony Energies, qui constitue la principale source d'électricité pour les Calédoniens, a ainsi dû provisoirement substituer le fioul au charbon afin d'assurer la continuité de la production d'électricité. Le jeudi 13 août 2015, les coutumiers de Païta ont signé un accord de fin de conflit, au Haut-Commissariat, avec les institutions, la CSP-Fidelio et Enercal. En attendant la création d'un centre de stockage sur site pour Prony Energies, un projet de revalorisation pour les cendres stockées à Gadji a été lancé, avec l'objectif d'incorporer 20 à 25 % des cendres produites dans la fabrication de parpaings et de briques.

### Énergie : développement d'installations photovoltaïques

Un parc photovoltaïque de 3 000 panneaux a été installé sur le toit du Port autonome de Nouméa, et raccordé au réseau EEC le 26 juin 2015. Cette installation représente un investissement de 300 millions de F CFP pour une puissance de 1MW ; elle constitue ainsi la plus grande installation photovoltaïque sur toiture de la Nouvelle-Calédonie. Plusieurs projets d'énergie photovoltaïque sont également prévus par la société Quadran Pacific dans les mois à venir, notamment à Voh (3,2MW) et Boulouparis (12MW).

### Université de Nouvelle-Calédonie : nouveautés à la rentrée prochaine

Un DUT « Métiers du multimédia et de l'Internet » sera proposé dans le domaine informatique à l'IUT (Institut universitaire de technologie, tandis que la filière LEA (Langues Étrangères Appliquées) devrait rouvrir avec un parcours anglais-espagnol.

### Tourisme : propositions de mesures en faveur de l'Outre-mer à l'horizon 2020

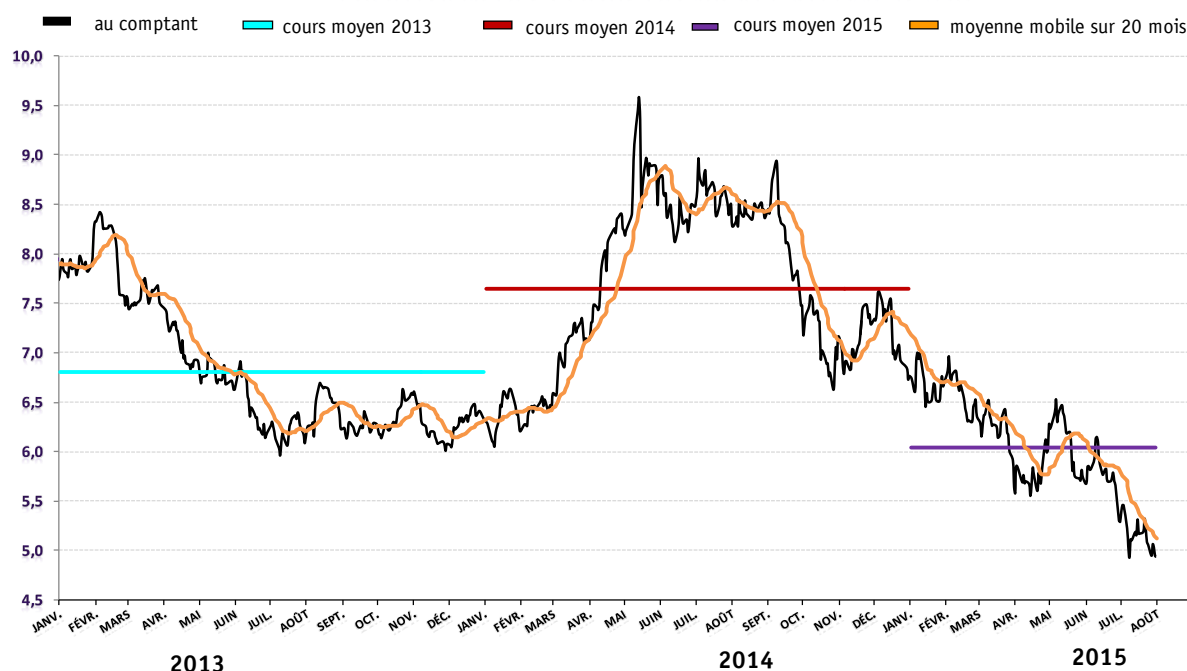
Sous la présidence de la Ministre des Outre-mer et du Ministre des Affaires Étrangères, le Conseil de promotion du tourisme (CPT) a présenté, le 22 juillet 2015, [27 propositions](#) pour relancer le tourisme dans les Outre-mer à l'horizon 2020. Le Conseil rassemble depuis septembre 2014 des professionnels du tourisme, des élus et des représentants de l'administration. Les propositions formulées concernent notamment l'accessibilité aérienne, les capacités d'hébergement et la formation du personnel.

## 4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		juil.-15	105,49	0,0%	0,6%
Nombre de demandeurs d'emploi		juin-15	8 817	28,5%	19,6%
<b>COMMERCE EXTERIEUR</b> (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	juin-15	10 584	-34,5%	-14,9%
	cumulées	juin-15	71 151	-	6,5%
Importations	mensuelles	juin-15	25 679	14,6%	2,4%
	cumulées	juin-15	143 875	-	3,2%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
<b>NICKEL</b>					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		juil.-15	5,16	-10,9%	-40,3%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		juil.-15	560	-9,1%	-26,5%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	juin-15	528	0,3%	16,9%
	cumulées	juin-15	2 344	-	-0,4%
• Exportations de produits métallurgiques (Ferro-nickel, matte, NHC, NiO) (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	juin-15	7 820	-17,9%	23,2%
	cumulées	juin-15	45 318	-	18,0%
<b>TOURISME</b>					
• Touristes débarqués	mensuels	avr.-15	8 874	-1,2%	11,1%
	cumulés	avr.-15	34 230	-	9,8%
• Nuitées (hôtels de Nouméa)	mensuels	oct.-14	52 968	1,2%	1,5%
	cumulés	oct.-14	462 520	-	-6,9%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		oct.-14	66,5%	+ 1,9 pt	+ 6,5 pts
• Croisiéristes		déc.-14	421 636	-	9,3%
<b>BTP</b>					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	mai-15	8 705	-13,2%	12,3%
	cumulées	mai-15	44 943	-	2,8%
• Index BT 21		juil.-15	102,20	0,0%	0,6%
• IRL (p)		juil.-15	120,08	0,0%	0,2%
<b>CREVETTES</b>					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	juin-15	127	-6,2%	20,8%
	cumulées	juin-15	430	-	-21,3%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	juin-15	204	-8,6%	27,2%
	cumulées	juin-15	684	-	-18,7%
<b>COMMERCE AUTOMOBILE</b>					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	juil.-15	693	48,1%	1,5%
	cumulées	juil.-15	3 560	-	-2,6%

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT

### ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)





## 6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2014	2015	Var .
<b>indice des prix à la consommation</b>	juil	104,9	105,5	0,6%
<b><u>Entreprises</u></b>				
nombre d'entreprises	juin	56 275	58 406	3,8%
dont entreprises sans salarié	juin	49 692	52 004	4,7%
créations d'entreprises (p)	juin	1 801	1 831	1,7%
cessations d'entreprises (p)	juin	1 837	1 652	-10,1%
liquidations judiciaires	juin	47	40	-14,9%
redressements judiciaires	juin	23	20	-13,0%
personnes morales en interdiction bancaire	juin	899	912	1,4%
ventes de ciment (tonnes)	mai	43 710	44 943	2,8%
dont ciment local (tonnes)	mai	43 707	43 121	-1,3%
importations de biens d'équipement (M F CFP)	juin	16 623	18 895	13,7%
importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	juil	3 648	3 708	1,6%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs	juil	745	1 811	143,1%
<b><u>Ménages</u></b>				
emploi salarié (nb)	mars	91 475	91 922	0,5%
dont secteur privé	mars	65 666	66 023	0,5%
dont secteur public	mars	25 809	25 899	0,3%
demandes d'emploi de fin de mois	juin	7 374	8 817	19,6%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	juin	7 401	7 644	3,3%
chômeurs indemnisés	juin	2 446	2 253	-7,9%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	juin	899,3	904,8	0,6%
personnes physiques en interdiction bancaire	juin	7 039	6 921	-1,7%
décisions retraits cartes bancaires	juin	1 638	1 219	-25,6%
incidents paiements sur chèques	juin	15 855	13 418	-15,4%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs	juil	3 656	3 560	-2,6%
importations de véhicules de tourisme (M F CFP)	juil	8 909	9 119	2,4%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	juin	16 241	18 232	12,3%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	juin	8 428	8 311	-1,4%
<b><u>Echanges</u></b>				
nombre de touristes	avr	31 180	34 230	9,8%
nombre de croisiéristes *	déc	385 925	421 636	9,3%
taux d'occupation moyen depuis le 1 <sup>er</sup> janvier des hôtels de Nouméa *	oct	55,5%	57,0%	1,4 pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	juil	7,67	6,06	-21,0%
cours du nickel au LME en \$/lb	juil	8,64	5,16	-40,3%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	juin	2 354	2 344	-0,4%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	juin	9 345	11 039	18,1%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	juin	38 412	45 318	18,0%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	juin	52 422	53 203	1,5%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	juin	547	430	-21,3%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	juin	841	684	-18,7%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	juin	62 608	64 925	3,7%
part de ces produits dans le total des exportations	juin	93,7%	91,3%	-2,5 pts
total des importations (M FCFP)	juin	139 409	143 875	3,2%
total des exportations (M FCFP)	juin	66 787	71 151	6,5%
taux de couverture	juin	47,91%	49,45%	1,5 pt
recettes douanières (M FCFP)	juil	27 534	28 666	4,1%
<b><u>Indicateurs financiers (M de FCFP)</u></b>				
Dépôts à vue	juil	282 328	331 513	17,4%
M1 (Dépôts à vue + circulation fiduciaire)	juil	298 094	349 770	17,3%
M2 (M1 + Comptes épargne logement + Comptes sur livret)	juil	413 102	467 518	13,2%
Dépôts à terme	juil	181 256	179 593	-0,9%
M3 (M2 + Dépôts à terme)	juil	594 358	647 111	8,9%
P1 (Plan épargne logement et Livret épargne entreprises)	juil	3 998	4 741	18,6%
coût du crédit aux entreprises- court terme	juin	3,45%	3,17%	-0,3 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juin	4,50%	3,79%	-0,7 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juin	3,50%	3,19%	-0,3 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels et autres crédits échancés à la consommation	juin	7,61%	6,96%	-0,7 pt
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues	mars	975 240	1 017 688	4,4%
<b><u>Ménages</u></b>				
dont crédits à la consommation	mars	409 101	420 475	2,8%
dont crédits à l'habitat	mars	73 067	72 927	-0,2%
dont crédits à la construction	mars	330 345	341 655	3,4%
<b><u>Entreprises</u></b>				
dont crédits d'exploitation	mars	75 727	74 119	-2,1%
dont crédits d'investissement	mars	235 266	239 697	1,9%
dont crédits à la construction	mars	118 243	127 298	7,7%
<b><u>Collectivités locales</u></b>				
dont d'investissement	mars	78 140	94 881	21,4%
Autres agents de CCB non ventilés	mars	76 203	92 917	21,9%
Autres agents de CCB non ventilés	mars	12 771	18 740	46,7%
créances douteuses brutes	mars	29 676	29 539	-0,5%
taux de créances douteuses brutes	mars	3,0%	2,9%	-0,1 pt
ensemble des actifs financiers	mars	704 200	737 412	4,7%
Ménages	mars	379 544	391 212	3,1%
Sociétés	mars	216 922	239 839	10,6%
Autres agents	mars	107 734	106 361	-1,3%
dont assurances-vie	mars	108 353	116 246	7,3%

(p) données trimestrielles provisoires

Sources : IEOM, ISEE, IDCNC, DIMENC, DITT, Tribunal mixte de commerce de Nouméa

\*2014/2013

## 2 – Actualité régionale

---

### Rapport du Fonds monétaire international sur l'économie des îles Kiribati

Le Fonds monétaire international (FMI) a publié le 29 juillet dernier un rapport sur la situation économique des îles Kiribati. Après plusieurs années de récession, la croissance économique du pays est relancée depuis 2011. Des projets d'envergure financés par plusieurs bailleurs de fonds, l'augmentation des crédits accordés aux ménages et une inflation contenue depuis quelques années sont les principaux éléments ayant contribué à cette tendance positive. Les perspectives en matière fiscale sont également encourageantes : le solde de la balance des paiements est largement excédentaire depuis 2012 grâce, entre autres, à des revenus importants issus des licences de pêche. L'introduction d'une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en 2014 a également impacté positivement l'économie du petit pays insulaire. Ainsi, le taux de croissance du PIB a été estimé à 3,7 % pour l'année 2014 et anticipé à 3,1 % pour l'année en cours. Les perspectives à moyen terme demeurent relativement optimistes. Toutefois, la croissance devrait faiblir dans les prochaines années avec l'achèvement de grands projets d'infrastructures financés par des bailleurs de fonds. Par ailleurs, les recettes provenant des licences de pêche ont été particulièrement élevées au cours des dernières années mais pourraient diminuer prochainement, compte tenu de leur volatilité. Enfin, les dommages causés par le passage du cyclone Pam illustrent les risques climatiques auxquels l'archipel doit faire face.

### Le secteur du tourisme se porte bien dans la région Pacifique Sud

Selon la South Pacific Tourism Organisation (SPTO), la zone Pacifique Sud a accueilli 7 % de visiteurs en plus au premier trimestre 2015 par rapport à la même période en 2014. Ainsi, 380 870 touristes ont visité la région au cours des trois premiers mois de l'année contre 355 601 un an auparavant. Les îles Fidji (143 447 touristes), Palau (48 647) et la Papouasie-Nouvelle-Guinée (42 678) sont les trois pays du Pacifique Sud ayant accueilli le plus de touristes. Le petit archipel de Palau a vu le nombre de visiteurs sur son territoire augmenter de 73 % par rapport au premier trimestre 2014, notamment grâce à la mise en place de liaisons aériennes avec la Chine continentale. À l'inverse, les îles Cook, la Polynésie française ou encore le Vanuatu ont enregistré un recul du nombre de touristes entre janvier et mars 2015. Les visiteurs du Pacifique Sud sont principalement originaires d'Australie et de Nouvelle-Zélande. Les touristes en provenance de Chine sont de plus en plus nombreux : ils étaient 41 679 à visiter la région entre janvier et mars 2015 (soit +151 % par rapport au premier trimestre 2014).

### Réunion des États et Territoires insulaires océaniques pour repenser leur schéma énergétique

Entre le 21 et le 23 juillet, les représentants des États et Territoires insulaires océaniques se sont réunis à Hawaï avec les principaux partenaires du développement et les entreprises privées du secteur pour échanger sur l'utilisation croissante des énergies renouvelables dans la région. Organisée par la Communauté du Pacifique (CPS) et l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), la réunion a permis aux participants de débattre sur les mesures globales à prendre en matière d'évolution de la filière énergétique, notamment la pertinence des cadres juridiques et réglementaires actuellement en place et les questions de financement dans le domaine. Ces échanges doivent permettre à terme d'établir un nouveau schéma énergétique pour la région, favorisant le recours aux énergies renouvelables.

## 3 – Brèves locales

---

### Vers un alignement des tarifs de l'électricité sur ceux de la métropole

Après une dernière lecture à l'Assemblée nationale le 22 juillet dernier, la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte a été définitivement adoptée par les députés. Avec l'adoption de cette loi, les îles Wallis et Futuna devraient bénéficier à moyen terme d'un alignement progressif des tarifs de l'électricité sur ceux de la métropole. La société Électricité et Eau de Wallis-et-Futuna (EEWF), responsable de la production et de la distribution d'énergie électrique sur l'archipel, bénéficiera de la Contribution au service public de l'électricité (CSPE) pour compenser le déficit d'exploitation engendré par cet alignement tarifaire. Les discussions entre la Commission de régulation de l'énergie (CRE) et la société EEWF devraient débuter prochainement. Pour rappel, selon un récent rapport de la CRE, les tarifs de l'électricité sont actuellement cinq fois plus élevés à Wallis-et-Futuna qu'en métropole.



## Réunion plénière de l'Observatoire des prix, des marges et des revenus de Wallis-et-Futuna

Les membres de l'Observatoire des prix, des marges et des revenus (OPMR) se sont réunis le 5 août dernier pour la première réunion plénière de l'année 2015. Elle a été précédée, le 4 août, par la tenue de deux commissions spécialisées, l'une chargée de suivre l'évolution du bouclier qualité-prix (BQP) et l'autre de poursuivre les réflexions autour du transport maritime à Wallis-et-Futuna. Cette dernière a permis notamment d'alimenter la réflexion autour d'une possible révision des tarifs douaniers qui présenteraient certaines incohérences à l'heure actuelle.

Entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril dernier, le dernier accord de modération des prix fixe un prix maximal à ne pas dépasser pour une liste de 23 produits de consommation courante. Le coût global du panier a été plafonné à 21 330 F CFP. Après quatre mois d'application, les premières conclusions sont plutôt positives : si le prix global de ce panier a été, en moyenne, de 21 841 F CFP durant les trois premiers mois d'application (soit supérieur de 2,4 % à ce qui était fixé par le BQP), un grand nombre de produits de la liste ont vu leur prix limité grâce à ce dispositif. La légère supériorité du prix réel du panier par rapport à ce qui avait été fixé au 1<sup>er</sup> avril s'explique principalement par l'inclusion dans le BQP de produits frais locaux, dont les prix sont fluctuants sur l'année.

## Réflexion autour de la modification de la carte des formations

Les différentes tables rondes qui ont eu lieu la première semaine de juin pour réfléchir à l'évolution de la carte des formations proposées aux collèges et lycées du Territoire ont permis d'établir plusieurs préconisations qui devraient être appliquées prochainement. Premier changement majeur, les langues vernaculaires devraient être en option pour le baccalauréat 2016, grâce à l'adoption du statut de l'académie des langues wallisienne et futunienne par l'Assemblée territoriale, le 22 juillet dernier. Autre modification importante, le bac ST2S (Science et technologie de la santé et du social) n'apparaît plus comme répondant à un besoin direct pour le Territoire. Il devrait normalement être supprimé à partir de la rentrée 2018. Enfin, le CAP « Maintenance des bâtiments des collectivités » sera également supprimé et remplacé par un CAP polyvalent construit sur le principe d'une première année commune et d'une seconde année de spécialisation (maçonnerie, menuiserie, peinture, etc.). Ces modifications devraient permettre à la carte des formations d'être plus adaptée aux besoins économiques du Territoire.

## Réunion du conseil consultatif pour le projet « Innovation – croissance durable des îles »

Lancé en mars 2015, le projet « Innovation – croissance durable des îles » a pour objectif d'accompagner les pays et territoires d'Outre-mer (PTOM) dans l'élaboration d'une stratégie territoriale de l'innovation, d'un plan d'action et d'un projet pilote éligible au financement européen. La première phase du projet qui s'est déroulée entre mars et mai 2015 à Wallis-et-Futuna a permis d'analyser les besoins et l'offre du Territoire en matière d'innovation, grâce à la consultation des acteurs publics et privés concernés par la question. Depuis le 31 juillet, date de lancement de la deuxième phase, la réflexion porte sur la définition des axes de la stratégie territoriale de l'innovation et les actions prioritaires à développer. La commission européenne a alloué un budget de 600 millions de F CFP à l'ensemble des PTOM pour la mise en place du projet accompagnée d'une assistance technique. Chaque pays et territoire participant au projet doit pouvoir proposer un projet pilote pour bénéficier d'une enveloppe d'environ 24 millions de F CFP.

## Nomination d'un nouveau roi pour le royaume de Sigave

M. Eneliko KELETAONA a été désigné roi de Sigave par les familles royales. Désormais, les deux royaumes de Futuna ont un monarque à leur tête, M. Petelo SEA ayant été intronisé roi d'Alo en janvier 2014. Uvea est sans roi depuis septembre 2014.

## Comment s'abonner aux publications de l'IEOM ?

Vous avez la possibilité de vous abonner en ligne à nos publications. Vous serez ainsi informé par mail de toute nouvelle publication de l'IEOM, dès sa mise en ligne. Un lien direct vous sera également communiqué pour accéder au document. Pour vous abonner, connectez-vous sur notre site Internet, à l'adresse suivante :

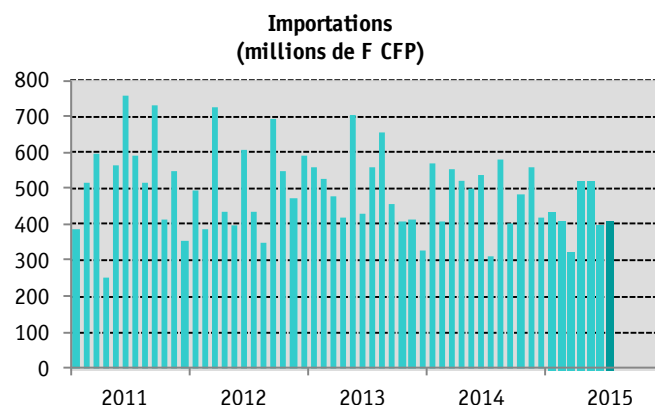
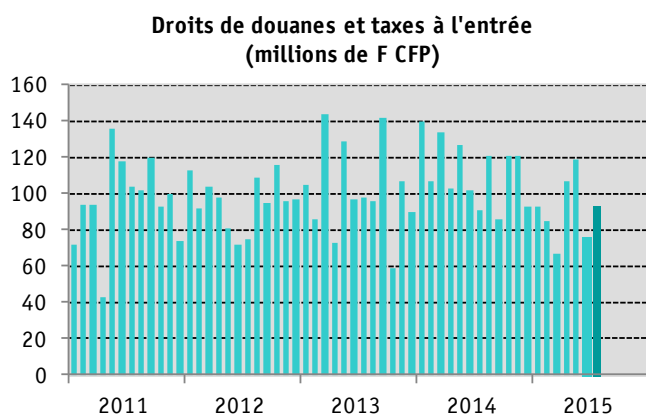
<http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/abonnement-aux-publications/>

## 4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an	
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>			2T 15	116,41	-	1,5%
<b>SMIG mensuel en XPF</b>			juil-15	90 000	-	0,0%
<b>Nombre d'emplois salariés</b>			déc-14	2 032	-	-4,7%
<b>Échanges extérieurs (millions de XPF)</b>						
Importations	mensuelles	juil-15	410	4,0%	32,4%	
	cumulées	juil-15	3 010	-	-11,4%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	juil-15	93	21,1%	1,6%	
	cumulés	juil-15	640	-	-20,4%	
Taxes intérieures de consommation	mensuelles	juil-15	45	18,7%	28,0%	
	cumulées	juil-15	266	-	-4,1%	

<b>SECTEURS D'ACTIVITÉ</b>			Données brutes	▲/mois	▲/an
<b>Énergie</b>					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	trimestriel	juin-15	1 529	7,9%	-6,3%
Consommation de gazole (milliers de litres)	trimestriel	juin-15	611	9,2%	11,9%
Consommation d'essence (milliers de litres)	trimestriel	juin-15	140	9,8%	0,3%
<b>Transports</b>					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	juin-15	2 478	43,8%	12,2%
	cumulé	juin-15	14 027	-	10,9%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	juin-15	1 485	25,6%	3,2%
	cumulé	juin-15	7 011	-	7,0%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	juil-15	3	-	0,0%
	cumulées	juil-15	17	-	-19,0%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	juil-15	13	-7,1%	62,5%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, EEWF, SWAFEPP, Aviation civile

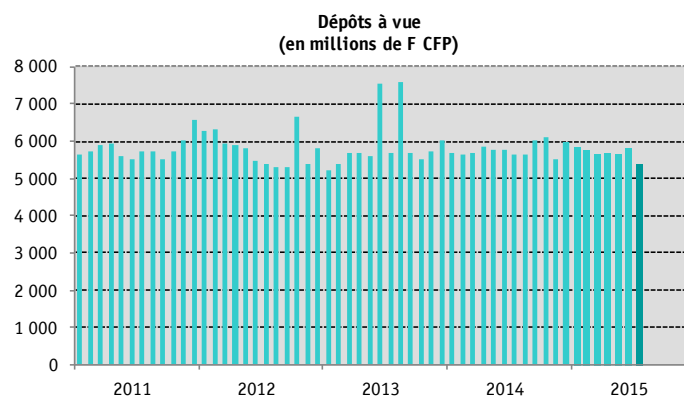
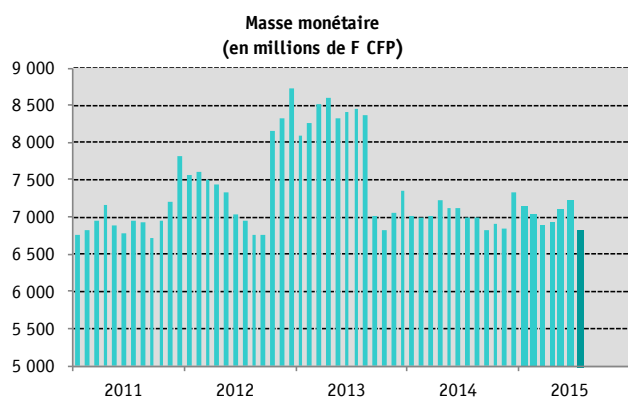


## 5 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Masse Monétaire

Baisse de la masse monétaire sur le mois et sur l'année

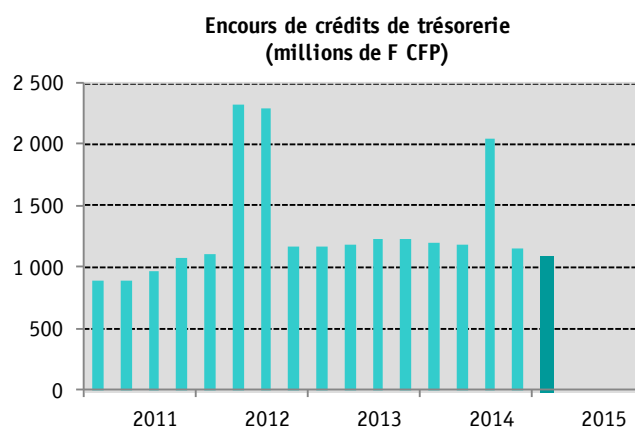
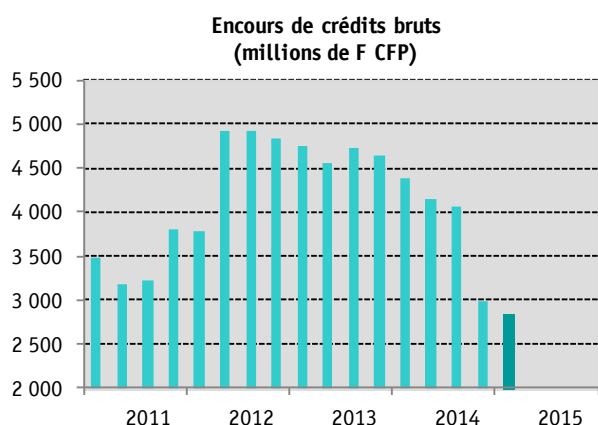
en millions de F CFP	juil-14	juin-15	juil-15	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 096	2 060	2 088	1,4%	-0,4%
Dépôts à vue	3 561	3 747	3 303	-11,8%	-7,3%
<b>Total M1</b>	<b>5 657</b>	<b>5 807</b>	<b>5 391</b>	<b>-7,2%</b>	<b>-4,7%</b>
M2-M1	515	408	412	1,0%	-19,9%
<b>Total M3</b>	<b>6 990</b>	<b>7 224</b>	<b>6 813</b>	<b>-5,7%</b>	<b>-2,5%</b>



### Concours de caractère bancaire

Recul de l'encours des crédits suite au remboursement anticipé d'importants crédits

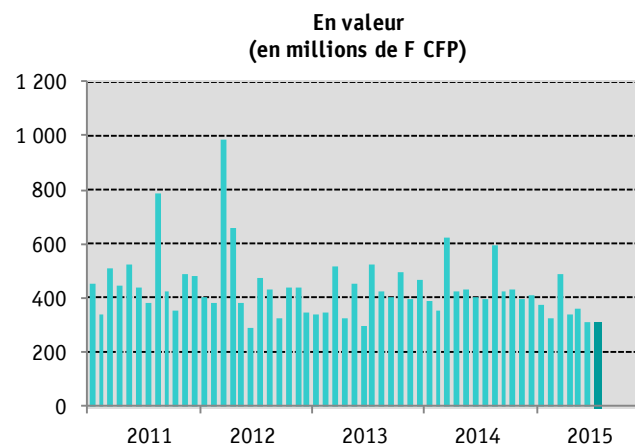
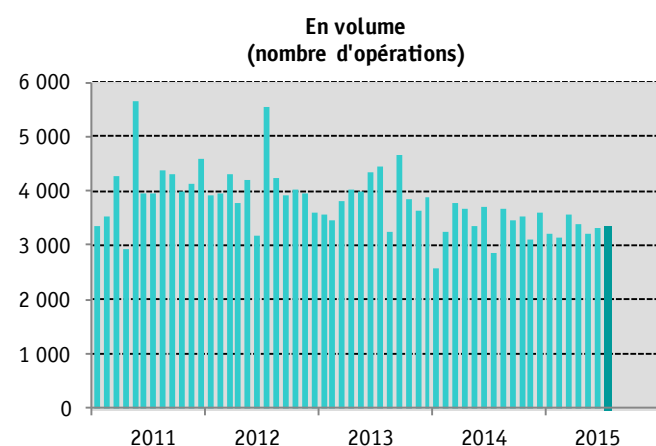
en millions de F CFP	mars-13	mars-14	mars-15	▲/an
Crédits de trésorerie	1 169	1 202	1 086	-9,6%
Crédits à l'équipement	2 323	2 077	924	-55,5%
Crédits à l'habitat	467	370	214	-42,3%
Autres crédits	324	277	166	-40,1%
Total encours sain	4 283	3 926	2 390	-39,1%
Créances douteuses brutes	473	461	445	-3,4%
<b>Total encours brut</b>	<b>4 757</b>	<b>4 386</b>	<b>2 835</b>	<b>-35,4%</b>



### Compensation

Stabilité en nombre et en valeur des opérations de compensation sur le mois

	juil-14	juin-15	juil-15	cumul 2015	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	2 850	3 316	3 333	23 142	0,5%	16,9%
Compensation (en millions de CFP)	398	309	309	2 509	0,0%	-22,4%



Incidents bancaires

Hausse du nombre d'incidents de paiement sur chèque sur le mois, recul sur l'année

en nombre	juin-14	mai-15	juin-15	cumul 2015	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	91	38	60	359	57,9%	-34,1%
Retraits de cartes bancaires	0	0	0	0	-	-

Interdits bancaires

Baisse du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	juin-14	mai-15	juin-15	▲/mois	▲/an
<b>Interdits bancaires en fin de mois</b>	<b>330</b>	<b>317</b>	<b>309</b>	<b>-2,5%</b>	<b>-6,4%</b>
- dont personnes physiques	316	302	293	-3,0%	-7,3%
- dont personnes morales	14	15	16	6,7%	14,3%

Cotation

Stabilité du nombre de cotes valides sur le mois

en nombre	juil-14	juin-15	juil-15	▲/mois	▲/an
<b>Cotes valides</b>	<b>48</b>	<b>49</b>	<b>49</b>	<b>0,0%</b>	<b>2,1%</b>
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	16	18	18	0,0%	12,5%

## 6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2014	2015	▲/an
<b><u>Indicateurs économiques</u></b>				
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>	2T	114,73	116,41	1,5%
<b>Entreprises</b>				
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	juin	14	16	14,3%
importations de biens d'équipement (M XPF)	juillet	483	441	-8,8%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	juillet	66	55	-16,6%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	juillet	49	48	-2,0%
<b>Ménages</b>				
emploi salarié (nb)	décembre	2 032	-	-
dont secteur privé	décembre	800	-	-
dont secteur public	décembre	1 232	-	-
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	juillet	533	533	0,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	juin	316	293	-7,3%
décision retrait cartes bancaires (nb)	juin	12	0	-100,0%
incidents paiements sur chèques (nb)	juin	421	359	-14,7%
importations de produits alimentaires (M XPF)	juillet	877	824	-6,1%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	juillet	500	506	1,2%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	juillet	166	172	3,8%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	juillet	49	47	-4,1%
<b>Échanges extérieurs en millions de XPF</b>				
importations	juillet	3 397	3 010	-11,4%
exportations	juillet	-	-	-
recettes douanières	juillet	1 110	914	-17,6%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée	juillet	804	640	-20,4%
dont taxes intérieures de consommation	juillet	277	266	-4,1%
<b><u>Indicateurs financiers</u></b>				
<b>La masse monétaire en millions de XPF</b>				
Dépôts à vue	juillet	3 561	3 303	-7,3%
M1	juillet	5 657	5 391	-4,7%
M2	juillet	6 172	5 803	-6,0%
Dépôts à terme	juillet	819	1 010	23,4%
<b>M3</b>	juillet	<b>6 990</b>	<b>6 813</b>	<b>-2,5%</b>
<b>Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues</b>				
Ménages	mars	1 476	1 271	-13,9%
dont crédits à la consommation	mars	1 220	1 102	-9,7%
dont crédits à l'habitat	mars	256	169	-34,0%
Entreprises	mars	2 199	821	-62,6%
dont crédits d'exploitation	mars	61	32	-47,7%
dont crédits d'investissement	mars	1 873	637	-66,0%
Collectivités locales	mars	204	287	41,0%
Autres agents et CCB non ventilés	mars	47	10	-77,8%
créances douteuses brutes	mars	461	445	-3,4%
taux de créances douteuses	mars	10,5%	15,7%	5,2 pt
<b>Ensemble des actifs financiers</b>				
Ménages	mars	3 103	2 891	-6,8%
dont assurances-vie	mars	1 047	1 121	7,0%
Sociétés	mars	1 626	1 868	14,9%
Autres agents	mars	2 188	2 092	-4,4%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, Contributions diverses

## 2 – Brèves économiques locales

### Finances publiques : un emprunt de 1,5 milliard de F CFP pour les investissements du Pays

Le Pays a signé début août deux conventions avec la Banque de Polynésie, portant sur une ligne de trésorerie de 2 milliards de F CFP et un emprunt à long terme s'élevant à 1,5 milliard de F CFP. Cet emprunt complète le besoin de financement (7,99 milliards de F CFP) prévu au budget 2015. L'encours total de la dette de la Polynésie française devrait ainsi s'établir à 93,4 milliards de F CFP en fin d'année.

### Contrat de projets : les 10 premiers projets retenus

À l'issue du comité de pilotage du Contrat de projets 2015-2020 du 13 juillet 2015 réunissant l'État, le Pays et les communes, dix dossiers représentant une enveloppe de 2,18 milliards de F CFP ont été retenus, sur les vingt-huit projets éligibles. Tous les archipels à l'exception des Marquises sont concernés par cette première programmation. Le Haut-commissariat souhaite prioriser les opérations matures afin de s'assurer que les engagements soient effectivement suivis de réalisations. Une nouvelle phase d'instruction aura lieu en fin d'année et sera suivie d'un comité de pilotage en février afin de définir l'enveloppe de 2016.

### Intervention de l'État : 172,2 milliards de F CFP dépensés par l'État en Polynésie française en 2014

En 2014, les dépenses budgétaires directes de l'État se sont établies à 172,2 milliards de F CFP, soit +0,4 % par rapport à 2013, hors concours exceptionnels. Le soutien financier apporté au Pays, qui représente 51 % des dépenses totales, diminue (-3,6 %), de même que pour l'appui à l'exercice des compétences de l'État (-2,3 %). En revanche, les moyens financiers alloués aux communes progressent (+4,6 %), soutenus par l'augmentation des concours de l'État versés dans le cadre des partenariats financiers tels que le Contrat de Projets ou le 3<sup>ème</sup> instrument financier.

### Transports : Trois objectifs stratégiques pour le schéma directeur des déplacements durables interinsulaires

Dans le cadre de la préparation du schéma directeur des déplacements durables interinsulaires, le rapport final de l'étude cofinancée par le Pays, l'ADEME et l'Agence française de développement (AFD) a été présenté au comité de pilotage. Traçant les grandes lignes du schéma, qui sera présenté à la fin du mois, il en définit les trois objectifs stratégiques : donner au Pays les moyens d'assurer pleinement l'organisation des transports interinsulaires avec une coordination accrue entre acteurs institutionnels, améliorer l'efficacité de la desserte et favoriser le développement économique durable du Pays et de ses archipels.

### Microcrédit : l'AFD accorde un prêt de 477 millions de F CFP à l'Adie

L'Agence française de développement (AFD) a octroyé début juillet un nouveau prêt de 477 millions de F CFP à l'Adie, association finançant, notamment dans les Outre-mer, les micro-entrepreneurs n'ayant pas accès au crédit bancaire, au travers de microcrédits. En Polynésie française, entre 2009 et mi-avril 2015, 155 millions de F CFP de microcrédits ont été octroyés, finançant ainsi la création ou le développement de 260 entreprises.

### Législation : actualisation du droit des outremers

Le projet de loi relatif à l'actualisation du droit des outremers a été adopté le 17 juillet à l'Assemblée nationale. Ce texte permet notamment un assouplissement des conditions de transport, notamment dans le secteur de la perliculture. Les sociétés amenées à transporter des perles et bijoux montés avec perles représentant une valeur d'au moins 12 millions de F CFP ne seront plus tenues de recourir à une société de transports de fonds et pourront en assurer elles-mêmes le transport et la surveillance.

### Croisière transpacifique : 2 000 visiteurs dans les eaux polynésiennes à bord du navire *Sun Princess*

Le paquebot de croisière *Sun Princess* de la compagnie Princess Cruises, a fait escale une journée à Papeete début août avant de mettre le cap sur Moorea puis Bora Bora. Il avait à son bord 2 000 passagers, principalement américains et australiens, ainsi que 924 membres d'équipage. La croisière transpacifique affiche une croissance dynamique depuis le début de l'année (+9,6 % d'excursionnistes sur un an, en cumul entre janvier et mai).

### Télécommunications : Jean-François Martin devient PDG de l'OPT

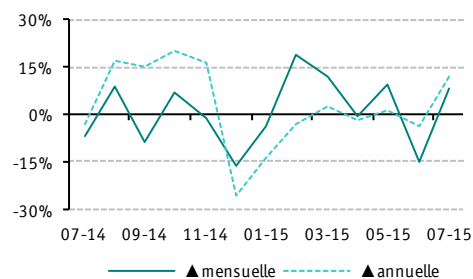
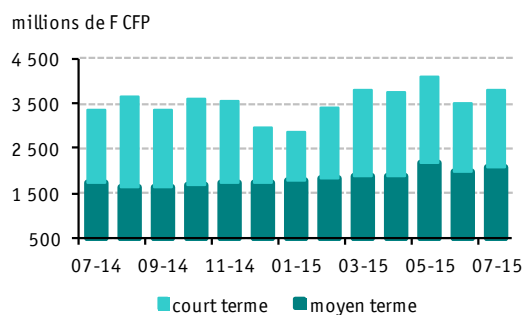
Le directeur général de l'Office des postes et télécommunication (OPT), Jean-François Martin, a remplacé mi-juillet Marc Chapman au poste de PDG du groupe et préside désormais le conseil d'administration.

## 3 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Refinancement des établissements de crédit

#### Augmentation du refinancement

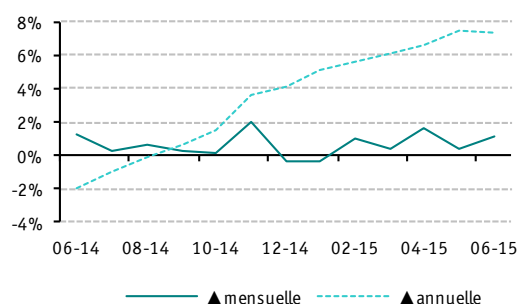
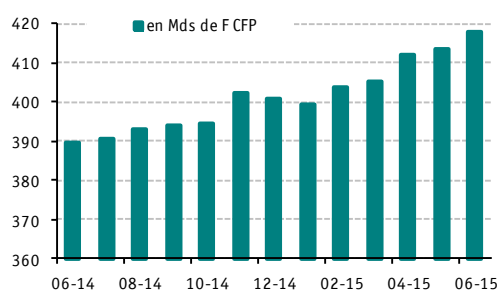
en millions de F CFP	juil-14	juin-15	juil-15	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 642	1 511	1 718	13,7%	4,7%
Utilisations à moyen terme	1 719	1 972	2 046	3,7%	19,0%
<b>Refinancement total</b>	<b>3 361</b>	<b>3 483</b>	<b>3 764</b>	<b>8,1%</b>	<b>12,0%</b>



### Masse monétaire

#### Progression des dépôts à terme

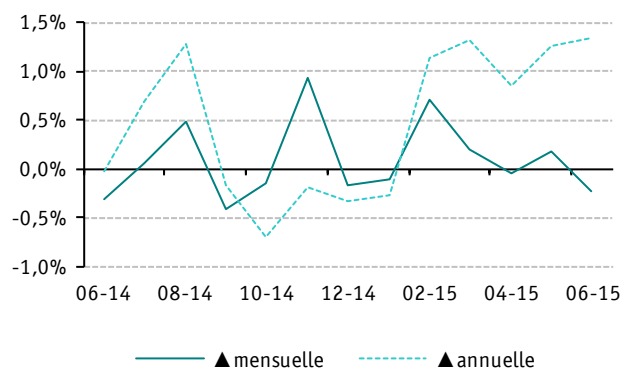
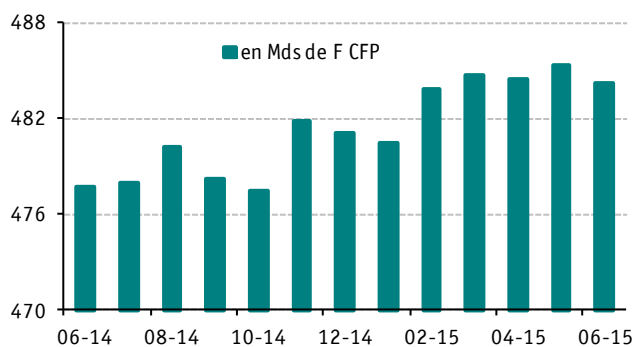
en millions de F CFP	juin-14	mai-15	juin-15	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	13 174	13 532	13 765	1,7%	4,5%
Dépôts à vue	151 405	166 056	168 659	1,6%	11,4%
Comptes sur livrets	101 132	99 553	98 882	-0,7%	-2,2%
Comptes d'épargne logement	400	397	402	1,2%	0,5%
Dépôts à terme	121 643	132 458	135 011	1,9%	11,0%
Autres	1 660	1 387	1 349	-2,7%	-18,7%
<b>Total M3</b>	<b>389 413</b>	<b>413 383</b>	<b>418 067</b>	<b>1,1%</b>	<b>7,4%</b>



### Concours des banques locales à l'économie

#### Augmentation des crédits d'équipement et des crédits à l'habitat

en millions de F CFP	juin-14	mai-15	juin-15	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	114 239	108 000	107 862	-0,1%	-5,6%
Crédits d'équipement	72 049	76 450	77 664	1,6%	7,8%
Crédits à l'habitat	166 419	169 361	170 015	0,4%	2,2%
Autres crédits	61 877	67 533	65 899	-2,4%	6,5%
Créances douteuses brutes	63 156	63 927	62 731	-1,9%	-0,7%
<b>Total Concours de Caractère Bancaire</b>	<b>477 741</b>	<b>485 272</b>	<b>484 170</b>	<b>-0,2%</b>	<b>1,3%</b>



## Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an
<b>Indicateurs macroéconomiques</b>						
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	juin-15	108,2	107,9	108,0	0,1%	-0,2%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	mai-15	113,8	115,1	114,8	-0,3%	0,8%
Commerce extérieur						
Exportations civiles (en M F CFP)	juin-15	807	742	1 408	ns	74,5%
Importations civiles (en M F CFP)	juin-15	12 708	12 406	13 796	11,2%	8,6%
						(source : ISPF)
<b>Entreprises</b>						
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	juin-15	1 980	1 978	2 363	19,5%	19,3%
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	juin-15	115	64	123	ns	7,3%
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	juin-15	181	94	99	5,3%	ns
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	juin-15	499	462	459	-0,6%	-8,0%
						(sources : ISPF, IEOM)
<b>Ménages</b>						
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	juin-15	1 873	1 922	2 381	23,9%	27,1%
Importations de produits alimentaires (M CFP)	juin-15	3 257	2 985	3 735	25,1%	14,7%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	juin-15	283	215	156	-27,4%	ns
Personnes physiques en interdiction bancaire	juin-15	2 778	2 718	2 727	0,3%	-1,8%
						(sources : ISPF, IEOM)
<b>Secteurs</b>						
<b>Agriculture</b>						
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	juin-15	396	244	812	ns	ns
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	juin-15	163	130	176	35,4%	7,9%
<b>BTP</b>						
Importations de ciment (en M F CFP)	juin-15	26	359	56	ns	ns
Importations de bois transformé (en M F CFP)	juin-15	82	169	195	15,7%	ns
<b>Industrie</b>						
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	juin-15	31	22	27	19,4%	-14,4%
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	juin-15	17	52	131	ns	ns
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	juin-15	34	111	63	ns	ns
<b>Tourisme</b>						
Nombre de visiteurs	mai-15	17 902	22 265	19 672	-11,6%	9,9%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	mai-15	66,8%	60,5%	70,3%	+9,8 pts	+3,5 pts
						(sources : ISPF, CPH)
<b>Indicateurs financiers (Encours des banques locales en M FCFP)</b>						
<b>Dépôts</b>						
Ménages						
Dépôts à vue	juin-15	58 872	63 309	64 303	1,6%	9,2%
Comptes sur livret	juin-15	95 002	92 891	92 384	-0,5%	-2,8%
Dépôts à terme	juin-15	67 398	70 842	70 733	-0,2%	4,9%
Entreprises						
Dépôts à vue	juin-15	74 685	82 945	85 923	3,6%	15,0%
Dépôts à terme	juin-15	48 756	51 732	51 926	0,4%	6,5%
<b>Encours bancaires</b>						
Ménages						
Crédits de trésorerie	juin-15	73 294	67 021	67 032	0,0%	-8,5%
Crédits à l'habitat	juin-15	148 104	151 458	152 359	0,6%	2,9%
Entreprises						
Crédits de trésorerie	juin-15	33 965	34 413	34 313	-0,3%	1,0%
Crédits d'équipement	juin-15	63 318	66 405	67 354	1,4%	6,4%
						(source : IEOM)



